

MOUVEMENT WALLON AVEC LA FRANCITE. POLE WALLON – WALLON (Rassemblement wallon).

CROIRE EN LA WALLONIE

La politique n'est pas l'art du possible, mais doit rendre possible l'essentiel.

La politique est trop souvent devenue le triomphe du spectacle, de l'esbroufe, de la langue de bois, des malversations, du mensonge et de l'argent.

X X X

Historiquement, il n'y a pas eu de Belgique avant 1815 et en 1830, un Etat tampon fut créé de toutes pièces.

L'âme d'un peuple, c'est sa langue, sa culture, ses racines.

Il n'y a pas de langue belge, pas de racines historiques communes entre la Flandre et la Wallonie.

Il y a simplement un Etat-Belgique créé de toutes pièces pour servir de tampon entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne.

Il y a le droit inaliénable de la Wallonie et des Wallons de défendre leur identité.

ENSEMBLE.

La Wallonie ne doit pas attendre que la Flandre la quitte pour se préparer, elle se doit d'assumer son destin et de le prendre en main. Un jour, il n'y aura plus d'Etat belge et donc plus de Belgique. Une Belgique résiduelle n'aurait pas de sens, notamment au point de vue socio-économique.

L'action wallonne ne se construit pas en éliminant, elle a toute sa chance dans l'addition et la complémentarité. Il faut rassembler les forces et non rejeter. C'est sans a priori que nous continuons à le penser. Le Rassemblement Wallon se veut ouvert à toutes les rencontres avec la Mouvanse Wallonne.

L'unité du mouvement wallon doit passer par la tolérance, des ponts, des ouvertures, l'utilisation des synergies.

Le mouvement wallon doit avoir un autre modèle que celui de la pensée unique. Ne pas se laisser couler dans un moule demande du courage. Interdire la diversité, c'est vouloir interdire la démocratie. On doit pouvoir être un élément et non vouloir être l'Elément. Les mélomanes n'ont pas droit qu'à une seule partition.

Nous entendons marquer notre solidarité avec les Francophones et Wallons de Bruxelles, mais aussi avec les Francophones de Suisse et du Val d'Aoste.

Le devoir du Rassemblement Wallon est de participer dès aujourd'hui à la recherche de la meilleure solution.

Si la Wallonie se trouvait dans un groupe anglo-germanique, via la Flandre et les Pays-Bas (banques, poste, rail, marine, ...), il faut être conscient qu'au fil du temps, elle perdrait ses racines, sa langue, sa culture et sa dignité.

Synthèse pour un programme WALLON.

Le Rassemblement Wallon se doit d'être rassembleur. Nous nous situons dans l'axe de la démocratie, de valeurs dites républicaines. Nous ne nous voulons ni de gauche ni de droite. Nous voulons défendre la Wallonie et sa population.

Nous tenons à nous situer dans la tradition sociale de l'action wallonne, dans l'attachement aux valeurs de progrès, aux valeurs de respect de l'être humain.

Nous ne pourrons pas sauter la première étape, celle de notre indépendance pour laquelle nous entendons lutter.

L'indépendance venue, le peuple wallon se devra de choisir, de se déterminer. Il pourra, s'il le veut, opter pour un rapprochement et des liens solides, un contrat avec la France, voire un contrat de réunion, de rattachement et aussi la solidarité avec Bruxelles selon les options et les choix des Bruxellois, d'un Bruxelles Région à part entière.

Dans le cadre de l'Europe de demain, les Wallons se devront d'aller plus loin, de défendre leur langue et leur culture. Ils participeront à le faire au-delà de l'Hexagone avec toutes les régions européennes de langue française. Il n'y a pas d'antinomie, mais complémentarité, enrichissement avec nos langues endogènes, patois et dialectes que l'on retrouve des deux côtés de la frontière avec la France.

Indépendantistes et républicains ou rattachistes ou réunionnistes ?

Le Rassemblement Wallon considère qu'il y a des étapes que nous ne pourrons franchir qu'ensemble, des convergences inéluctables. Il y a donc lieu de ne pas nous séparer, le premier but d'une Wallonie libre et maîtresse de son destin étant commun.

Il importe de donner un avenir à la Wallonie par des changements durables, de donner une prime à ceux qui prennent des initiatives, qui relèvent des défis, qui font preuve d'un volontarisme républicain.

Notre parti social et démocratique entend être un parti d'hommes libres et démocrates. Que voulons-nous ? Que demandons-nous ? Nous voulons plus de justice pour les Wallons ; une Wallonie debout ! Par une nouvelle politique, une politique responsable, nous voulons incarner l'espoir plutôt que les découragements, retrouver notre fierté.

Nous trouverons notre place, soit comme Wallons Indépendants, aux côtés de la France ; soit comme Wallons avec ou dans la France ; ainsi que le voudront demain les Wallons. La Flandre prépare son indépendance, seule une Wallonie obéissante et complaisante, c'est-à-dire soumise, peut l'intéresser. Ce ne peut être notre destin. Les Wallons doivent défendre leurs intérêts. La capitale de la Flandre doit se trouver en Flandre. On ne peut placer sa capitale dans une autre région. La Flandre proclame qu'il faut mettre les Wallons à genoux, que la Belgique s'évapore (selon ses leaders). Elle pratique l'épuration culturelle et linguistique au détriment des Fourons, des Francophones, des communes à facilités.

Les partis traditionnels ont toujours cédé aux avancées flamandes. Nous ne leur faisons plus confiance. On ne respecte plus la constitution. Ils font durer le régime au profit de certains politiciens. On ne paie plus ses impôts, on s'arrange, de Thuin à Dinant, ce sont des artistes. Et ils se diront surpris de la montée de l'extrême-droite qui profite aussi de la mauvaise gestion de l'emploi et de l'insécurité chronique.

Le Front des Francophones, on y entre comme dans du beurre, le nationalisme flamand en fera ses « boterhammen » (tartines). La Belgique est notre marâtre, notre mauvaise fée. S'il n'y avait pas la France au sud, il n'y aurait peut-être déjà plus de Wallonie, mais un hinterland, une réserve pour la Flandre.

La sécurité sociale, les impôts, la S.N.C.B., le football, entre autres, sont sur la voie de la scission, d'une étape confédérale supplémentaire, inutile. En outre, la Flandre veut contrôler Bruxelles.

Le plan Copernic s'avère une calamité, la Sabena a été liquidée, la S.N.C.B. est proche de la faillite, la poste trinque, l'enseignement s'épuise, s'essouffle, la Fabrique dite Nationale de Herstal est menacée au profit d'armement flamand plus sophistiqué, déguisé ; le Grand Prix de Francorchamps a subi des assauts répétés.

- Nous demandons une stricte limitation des cumuls politiques, un cadastre desdits cumuls, la fin de l'immunité parlementaire avec certaines nuances très précises. Les délais de prescription ne peuvent être trop courts.
- Plus de sécurité pour tous.
- Il est temps de s'occuper mieux de la fiscalité des petits et moyens revenus, toujours pressurés..
- Sauvegarde de la sécurité sociale, liaison des allocations sociales au bien-être.
- L'emploi ne doit pas être l'objet d'effets de manche, de fausses annonces. Il retient toute notre attention. Le précaire et le provisoire doivent se transformer en durable. Les mutations dans les secteurs publics et privés doivent préserver les avantages sociaux et barémiques.
- Il faut sauver les services publics, il faut arrêter de les « marchandiser ».
- Les Intercommunales sont à repenser.
- Œuvrer pour une mondialisation au service de tous avec une plate-forme sociale minimum à établir, des socles sociaux les mêmes pour tous. Une économie au service de l'homme.
- Donner la possibilité aux indépendants et aux P.M.E. de créer de l'emploi.
- L'enseignement s'épuise, s'essouffle. Il doit obtenir autre chose que des promesses. Il doit entrer dans les priorités. Favoriser le rôle de l'université dans le développement régional. Tous plus compétents. L'école ne peut se contenter de devenir le jouet des marchands.
- Promouvoir notre patrimoine, encourager nos artistes, maintenir nos parlers locaux qui enrichissent la connaissance du français.
- Donnons aux hommes et aux femmes cette égalité tant attendue.
- Valoriser les acteurs du secteur non-marchand.
- On ne peut admettre une libéralisation de la santé sur le dos des patients.
- L'enseignement, la santé et la culture ne peuvent devenir des marchandises, mais doivent rester des droits acquis.